

La Chambre de commerce du Canada

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

La Chambre de commerce du Canada est heureuse de pouvoir participer aux consultations prébudgétaires et de présenter ses perspectives sur les questions posées par le Comité permanent des finances de la Chambre des communes. L'expérience des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) au fil des décennies a démontré qu'un encadrement politique solide fondé sur quatre principes – le contrôle de l'inflation, la prudence financière, l'ouverture commerciale et la réforme structurelle – est la clé de la croissance économique durable. Un système financier sain constitue le point d'ancrage, parce que la capacité des ménages et des entreprises de détenir et de transférer des actifs financiers en toute confiance est un fondement majeur de toute économie. Dans cette optique, la Chambre de commerce du Canada demande au gouvernement fédéral de faire ce qui suit :

- Continuer de soutenir le cadre de lutte contre l'inflation de la Banque du Canada. Une inflation faible, stable et prévisible est un prérequis d'une économie qui fonctionne bien. Les consommateurs et les entreprises ont plus de certitude et de confiance pour planifier l'avenir parce qu'ils savent que le pouvoir d'achat de leurs épargnes et de leur revenu ne s'érodera pas avec le temps. Une faible inflation aide à garder les taux d'intérêt bas, ce qui permet aux ménages de dépenser pour des produits coûteux et aux entreprises de financer leurs activités quotidiennes, de prendre de l'expansion et d'investir dans le matériel et l'outillage.
- Équilibrer les livres comptables fédéraux d'ici 2015 en limitant la croissance annuelle des dépenses publiques. Comme nous l'avons vu en Europe, les déficits peuvent vite échapper à tout contrôle et déclencher une crise financière et économique. Les investisseurs et les marchés ont besoin d'être certains que le gouvernement ne s'écartera pas de son plan actuel pour retourner en situation de surplus à moyen terme. Nous devons également mettre de l'ordre dans nos finances pour retrouver la flexibilité financière nécessaire pour faire face au vieillissement de la population et nous attaquer à des questions cruciales pour la compétitivité du Canada à long terme, comme la réduction des taux marginaux élevés et non concurrentiels d'impôt sur le revenu des particuliers qui découragent les gens de travailler, d'épargner et de parfaire leurs compétences.
- Poursuivre une stratégie ambitieuse, exhaustive et orientée vers l'avenir pour stimuler les activités commerciales du Canada et activer les liens d'investissement avec les autres pays.

L'ouverture commerciale et l'intégration dans les marchés mondiaux sont de puissants stimulants pour accroître la croissance de façon durable. La concurrence favorise l'efficacité, nourrit l'innovation, accroît la productivité et génère des emplois mieux rémunérés.

- Supprimer les obstacles structurels de longue date à la productivité et à la croissance économique, particulièrement les barrières internes au commerce et à la mobilité, les facteurs de désincitation au travail, notamment ceux qui sont enchâssés dans l'assurance-emploi, et les règlements encombrants. Une économie plus responsable et souple assurera une meilleure croissance.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Pour créer des emplois durables de qualité, le Canada doit adopter une culture de l'innovation. L'innovation a généré de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois dans les secteurs de la haute technologie et de la fabrication de pointe comme l'aérospatiale, la nanotechnologie, les sciences de la vie et l'énergie de remplacement. D'autres emplois ont aussi été créés dans des domaines de soutien, par exemple : des emplois liés à la construction de réseaux à large bande et d'infrastructure de pointe. Et pourtant, en matière de capacité d'innovation, le Canada vient au 19^e rang dans le rapport sur la compétitivité mondiale du Forum économique mondial. Le gouvernement devrait faire ce qui suit pour favoriser l'innovation : • Élaborer et maintenir sa main-d'œuvre qui est parmi les plus qualifiées, les plus éduquées et les plus dotées d'un esprit d'entrepreneuriat au monde. • Favoriser des liens plus solides entre les secteurs public, privé et universitaire dans la recherche et le développement pour accélérer le rythme de la découverte et transformer les efforts de recherche canadiens en réussites sur le marché. • Renforcer le régime des droits de propriété intellectuelle du Canada. • Consulter le secteur industriel et les autres grandes parties prenantes avant de changer de quelque façon le Programme d'encouragements fiscaux de la recherche scientifique et du développement expérimental (RS&DE). Un faux pas pourrait entraîner une perte massive de l'emploi à forte valeur ajoutée et de l'investissement au Canada dont nous avons besoin pour assurer la viabilité de notre rétablissement. Pour promouvoir la création d'emploi, nous devons aussi diversifier notre portefeuille de commerce international. Même si l'économie des États-Unis demeure l'une des plus importantes du monde, elle ne croît pas aussi rapidement qu'avant. Les économies de marché émergentes demeurent les moteurs de la croissance mondiale et devraient continuer d'être plus performantes que celles des pays de l'Occident. Elles constituent pour le Canada un vaste réservoir de demande non exploitée. En 2011, seulement 3,8 % des exportations de marchandises du Canada ont été expédiées en Chine, représentant seulement 1,1 % des importations de biens de la Chine. De même, seulement 0,6 % des exportations de marchandises du Canada ont été expédiées en Inde, répondant à seulement 0,8 % de la demande d'importation de ce pays. Comme le commerce, l'investissement étranger direct est un outil important de construction de la prospérité économique. Il génère des emplois dans le pays hôte, facilite l'expansion économique, aide à créer un contexte commercial plus compétitif et contribue à l'investissement propice à la productivité dans le matériel et l'outillage. Ce sont pour ces raisons et pour d'autres aussi que la plupart des pays ne ménagent pas les efforts pour attirer l'investissement direct du reste de la planète. Le Canada a beaucoup à gagner en réduisant les incertitudes entourant le mécanisme d'examen de l'investissement étranger en le rendant plus transparent et prévisible.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Au moment où la génération des baby-boomers s'apprête à partir à la retraite, le rôle de l'immigration dans l'économie canadienne va s'accroître. Nous devons absolument régler les problèmes d'intégration – compétences linguistiques inadéquates et reconnaissance des titres de compétences étrangers – pour permettre aux immigrants de réussir sur le marché du travail. Pour améliorer les perspectives d'emploi des nouveaux arrivants, nous exhortons le gouvernement à mettre en œuvre les

changements proposés au Programme des travailleurs qualifiés (fédéral), c'est-à-dire accroître les seuils minimaux de compétence linguistique et les points pour la langue; modifier l'évaluation des points d'instruction pour refléter la valeur des titres de compétence étrangers au Canada; et évaluer et vérifier les titres de compétence avant l'arrivée des demandeurs au Canada. Comme objectif à plus long terme, le gouvernement devrait chercher à établir un organisme national unique de réglementation chargé d'évaluer les titres de compétences étrangers pour chaque profession réglementée selon un cadre de qualification national. Le gouvernement explore également un « système de manifestation d'intérêt » [traduction] comme celui qui a été mis en œuvre en Australie et en Nouvelle-Zélande pour choisir les immigrants qualifiés. Les particuliers intéressés à immigrer au Canada pour y trouver de l'emploi inscriraient leurs renseignements personnels en ligne. Les employeurs et les responsables fédéraux, provinciaux et territoriaux choisiraient dans le bassin de candidats ceux qui respectent leurs critères. Ceux qui seraient choisis seraient invités à présenter des demandes officielles. Si le gouvernement adopte un tel système, il devrait affirmer le rôle de l'employeur dans le processus de sélection des immigrants. Il est également possible de régler en partie les pénuries de compétences et de main-d'œuvre en mettant à profit le segment de la population du Canada le plus jeune et qui croît le plus rapidement : les Autochtones. Le recensement de 2006 a indiqué que le Canada compte presque 470 000 Autochtones de moins de 20 ans. Les niveaux d'instruction moins élevés demeurent un obstacle majeur à leur pleine participation à la main-d'œuvre. Le gouvernement fédéral finance des programmes à l'intention des Premières Nations et des Inuits pour qu'ils fréquentent les établissements d'enseignement postsecondaire. Il a par conséquent un rôle important à jouer pour supprimer les obstacles à l'enseignement postsecondaire pour les jeunes Autochtones. L'inclusion des Métis dans ce financement aiderait aussi à mettre à profit le potentiel de ce segment de notre population. Il est également impératif que le gouvernement augmente le financement de l'enseignement pour les Premières Nations dans les réserves pour l'amener à hauteur du financement provincial approprié par étudiant pour l'enseignement élémentaire et secondaire. Le financement additionnel devrait être offert au moment de la mise en œuvre des nouvelles initiatives provinciales et territoriales en éducation.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Les améliorations de la productivité de la main-d'œuvre peuvent atténuer l'incidence négative que le vieillissement de la population et la diminution du taux de participation à la main-d'œuvre peuvent avoir sur la croissance économique du Canada. Depuis 25 ans, les gouvernements qui se sont succédé à la tête du Canada ont fait beaucoup de bonnes choses pour appuyer la croissance de la productivité. Ils ont négocié des ententes de libre-échange, accru le financement de la recherche et du développement, réduit les taxes professionnelles, supprimé l'impôt sur le capital, éliminé les tarifs douaniers sur les importations d'énormément de matériel et d'outillage et investi dans l'infrastructure publique. Il y a encore beaucoup de place pour d'autres réformes destinées à améliorer la productivité. Par exemple :

- Beaucoup de familles canadiennes à revenu faible et modeste paient des taux marginaux d'impôt réels plus élevés sur leur revenu gagné que les particuliers au sommet de l'échelle du revenu. Les taux marginaux d'impôt élevés au point d'être punitifs découragent les gens de travailler, d'épargner, de poursuivre d'autres études et d'acquérir de la formation additionnelle, influençant par conséquent de façon négative la productivité. Il faut une réforme fiscale pro-croissance.
- Le régime d'assurance-emploi du Canada, avec ses exigences variables d'admissibilité, verse des prestations basées sur les taux de chômage locaux de 58 régions. Les Canadiens des endroits où les prestations sont moins accessibles et qui perdent leurs emplois sont traités injustement. Dans les régions où les prestations sont plus

accessibles, elles découragent la mobilité de la main- d'œuvre à la fois à l'intérieur des provinces et entre elles et dissuadent certains travailleurs de se perfectionner ou de faire des études additionnelles. Cela affaiblit l'ensemble de la production économique et nuit à la productivité. Le gouvernement devrait adopter un régime d'assurance-emploi normalisé national. • En ce moment, seuls les travailleurs admissibles aux prestations de l'assurance-emploi, ou ses prestataires récents, peuvent avoir accès aux programmes de formation financés par les cotisations d'assurance-emploi. Cela fait en sorte qu'un grand nombre de Canadiens en chômage qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi n'ont pas accès à la formation. De plus, les niveaux très différents de couverture par le régime d'assurance-emploi d'un bout à l'autre du Canada rendent le soutien fédéral de la formation très disparate d'une région à l'autre. Pour aider à soutenir le perfectionnement du capital humain et à stimuler ainsi la productivité, le gouvernement devrait mettre un terme au volet de formation de l'assurance-emploi et financer toute la formation par l'entremise d'un transfert général de fonds aux provinces et aux territoires. Le secteur privé doit également investir plus dans la recherche et le développement, le matériel et l'outillage nouveaux et meilleurs, les technologies de l'information et des communications et le développement de nouveaux processus. Il doit continuer de se concentrer sur l'apprentissage en milieu de travail et la mise en œuvre de pratiques commerciales innovantes.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

L'incertitude économique est le plus grand défi pour les entreprises, les particuliers et les collectivités. La détérioration du contexte mondial refroidit l'ardeur du secteur des affaires et la confiance des ménages et touche les dépenses, l'embauche et l'investissement dans les collectivités du pays. Pour les Canadiens, la gestion des niveaux élevés records de la dette des ménages est un grand défi. Nous croyons que la décision du gouvernement de resserrer les règles de l'assurance prêt hypothécaire est judicieuse et atténuera les risques de l'endettement personnel. Les entreprises sont également aux prises avec des difficultés. La faible croissance de la productivité et la vigueur du dollar canadien ont fait vivement augmenter les coûts salariaux unitaires par rapport à ceux des autres pays, érodant la compétitivité des produits fabriqués au Canada. Et les entreprises canadiennes affrontent une plus grande concurrence directe face à la progression des économies émergentes dans la chaîne des valeurs. Il en résulte finalement une augmentation de la pénétration des importations au Canada et une perte de parts de marché dans les principaux marchés d'exportation. La meilleure chose à faire pour le gouvernement est de mettre en place des politiques (comme nous l'indiquons dans notre mémoire) qui amélioreront la compétitivité des entreprises. Les collectivités subissent de plus en plus de pression pour trouver des façons efficaces de répondre aux besoins croissants de leurs citoyens. Il ne leur suffit pas de trouver des sources de revenus locales pour payer des services de qualité et construire et maintenir de l'infrastructure de qualité; elles doivent aussi gérer avec plus d'efficacité les budgets qui fondent. Nous saluons l'engagement du gouvernement fédéral d'appliquer un nouveau plan national d'investissement dans l'infrastructure conçu pour régler les difficultés sur le terrain et nous encourageons tous les niveaux de gouvernement à travailler ensemble pour relever les défis fiscaux des collectivités du pays. Les collectivités éloignées fournissent les ressources naturelles qui font fonctionner notre économie et soutiennent notre société. Ces collectivités sont aux prises avec de graves difficultés en raison de l'éparpillement (à l'exception des Autochtones) et du vieillissement de leurs populations, de la distance des marchés, de l'infrastructure limitée et de la perception que les dépenses du gouvernement à leur endroit sont des « subsides ». Le gouvernement doit faire comprendre l'importance économique des collectivités éloignées à tous les Canadiens. Il peut également attirer de

l'investissement du secteur privé dans les collectivités éloignées et améliorer leurs perspectives économiques et sociales à long terme en s'assurant que les programmes de perfectionnement et de formation répondent aux besoins des employeurs et sont assez souples pour tenir compte des réalités sociales des collectivités; en obtenant la participation du secteur privé aux projets d'infrastructure; et en continuant de rationaliser la réglementation. Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec Tina Kremmidas, économiste en chef | tkremmidas@chamber.ca | 416-868-6415, poste 222.